

Fédérons-nous…

…face à la crise du capitalisme

Stock options, parachutes dorés, profits pourris, spéculations dévoreuses de services et de productions donc d'emplois… certains veulent nous faire croire qu'une « moralisation » du capitalisme pourrait permettre de sortir de la crise. Et les dirigeants du G20 viennent d'amender à la marge un système financier mondial pourri en profondeur : à défaut de toucher au système qui a rendu possible cette crise, tout ne peut que recommencer.

Derrière leurs mises en scène médiatiques, les vraies exigences devraient-elles commencer à passer au second plan ?

- celles de la lutte contre toutes les inégalités et toutes les dominations, du local au mondial ;
- celles du combat écologique ;
- celles du combat pour la paix et pour un monde de coopération.

Au lieu d'établir un diagnostic honnête de la crise du système dont ils sont responsables, les dirigeants atlantistes nous annoncent du sang et des larmes, du chômage et de la précarité, pour tout de suite, et du bonheur… pour après demain. Comme tous l'on fait depuis trente ans !

en rapprochant nos luttes et nos espoirs…

Du mouvement des Antilles à celui du monde universitaire, des batailles contre les licenciements au mouvement unitaire engagé, c'est toute une cohérence destructrice qui saute aux yeux : celle de la marchandisation de tout et du profit maximum, celle du chacun pour soi et de la mise à bas de toutes les solidarités, celle aussi de la dilapidation des ressources naturelles et de la surconsommation des pays riches quand les pauvres d'ici et de là-bas se privent de tout ; celle enfin qu'accompagnent la répression et toutes les dérives liberticides.

Jusqu'à présent, Sarkozy, son gouvernement et les dirigeants de l'UE se sont retrouvés face à des luttes puissantes mais sectorielles, ou à des mouvements unitaires mais occasionnels. Ils choisissent systématiquement le dénigrement et le pourrissement, pour décourager tous ceux qui ne veulent pas de cette société.

Désormais, nous savons tous que face à l'intransigeance des gouvernants, il faudra un mouvement extrêmement déterminé, de masse, ambitieux quant aux contenus en même tant que créatif quant à ses formes. Cela veut dire construire une unité qui ne soit pas un plus petit dénominateur commun mais qui dessine une autre ambition pour la société.

(…suite au verso)

La Fédération : Pourquoi ? Comment ?

Nous voulons faire exister une force politique nouvelle, lier les résistances à cette société et la construction d'une alternative qui dépasse et remplace le capitalisme. Pour cela, il faut refuser la délégation de pouvoir, la dissociation entre le social et le politique, entre les droits et l'écologie.

Riche de ses différences, ouverte à tous ceux et celles qui veulent partager ce projet, elle regroupe des citoyen-ne-s, des militant-e-s membres ou non de structures politiques, et des groupes et courants : Les Alternatifs, les Communistes unitaires (ACU), la Coordination nationale des collectifs unitaires pour une alternative au libéralisme (CNCU), les AlterEkolos, Ecologie Solidaire, le Mai, Utopia, Alternative, Démocratie, Socialisme (ADS), et différents groupes locaux.

Une prochaine réunion des représentants des collectifs et des forces aura lieu les 13 & 14 juin. Et une Université d'été est en préparation, du 27 au 30 août à Aubagne.

Pour en savoir plus : **www.lafederation.org**
Pour contacter La Fédération : **contact@lafederation.org**

Sciences Po / Fonds CEVIPOF

en contestant les pouvoirs...

Toutes les luttes actuelles posent le problème de « qui décide ? », d'une révolution démocratique.

Il n'y a pas de changement possible sans mise en cause du monopole des décisions patronales dans les entreprises, sans doter les salariés, les comités d'entreprises de véritables pouvoirs (comme un droit de véto plutôt qu'un avis consultatif lorsque l'avenir ou la stratégie d'une entreprise sont en jeu), sans que les usagers puissent intervenir dans la gestion des services publics.

Si M. Bébéar, PDG d'Axa, peut expliquer la légitimité de placer ses milliards à la bourse plutôt que dans l'industrie, c'est qu'il a le pouvoir d'en décider ainsi. Si le Président directeur général de la France prétend imposer sa politique de casse de la Fonction publique, c'est que les citoyens et les usagers sont dessaisis des pouvoirs de décider. Et si les multinationales peuvent délocaliser sans tenir au compte des milliers de salariés sacrifiés sur l'autel de l'actionnariat, c'est qu'il existe une véritable dictature dans les entreprises, une dictature que beaucoup trouvent normale !

C'est une nouvelle démocratie politique, économique et sociale qu'il s'agit de construire, qui rompe avec la privatisation et qui ne ressemble en rien à l'étatisation de la vie sociale.

...pour construire une alternative politique et un nouveau projet de société !

Rejetons les fausses alternatives, qui ne s'attaquent pas aux causes des crises mais seulement à la gestion de leurs conséquences. Au-delà des résistances, une alternative politique et un nouveau projet de société sont à inventer.

Il ne s'agit pas de décréter le Grand soir, mais de construire tout de suite et dans la durée une nouvelle conception des rapports sociaux, de la personne humaine et de la vie en société. Et sans attendre, c'est la gauche qu'il s'agira de refonder, forte d'une nouvelle relation entre le mouvement des idées, les luttes et les institutions qu'il s'agit de transformer.

Faisons force politique ensemble...

En manifestant ensemble depuis des semaines et encore une fois ce 1er mai, nous faisons force politique ensemble. Mais pour affronter un pouvoir intransigeant, pour aller au-delà de la résistance et construire un autre avenir, la question est maintenant que toutes les forces sociales et politiques, tous les citoyens qui le souhaitent se donnent les moyens d'agir et de construire ensemble.

C'est pour fédérer nos énergies que nous qui sommes des militants d'horizon divers avons lancé « la Fédération », un processus qui vise à rassembler des citoyens issus de différentes cultures et pratiques militantes sociales, syndicales ou associatives, culturelles et politiques. D'autres expériences existent et aucune n'est à rejeter.

Et les élections européennes ?

« La division est un recul pour l'Europe que nous voulons. (...) Les forces de gauche qui s'opposent au libéralisme doivent se rassembler, dans la rue et dans les urnes.

(...) La crise de notre gauche, c'est son incapacité à agir ensemble, dans le respect des diversités de chacune de ses sensibilités politiques, sociales, associatives et culturelles. A l'opposé des logiques d'hégémonie partidaire ou de cartel électoral, nous pensons que la diversité est une force, qui doit être visible. La crise de notre gauche, c'est aussi son incapacité à mettre en œuvre une autre manière de faire de la politique. Nous devons proposer d'y intégrer la « société civile militante » dans ses dimensions citoyennes, syndicales, associatives et culturelles, afin de constituer une masse critique capable de disputer l'hégémonie au PS sur le terrain militant et électoral.

Nous continuons à poser la question de l'élection à partir des mobilisations en cours, comme leur prolongement.

Si, à la date limite du dépôt des listes, la division l'emporte, nous appellerons à voter pour battre la droite et toutes les listes qui approuvent le Traité de Lisbonne. »

Motion issue de la réunion nationale de la Fédération, 29 mars 2009.

citoyen-ne-s de tous les pays, fédérons-nous !



Sciences Po / Fonds CEVIPOF